

## FICHE AMENDEMENT

**Proposition d'amendement à l'article 20 de la partie II de la Constitution, relatif à « l'espace de liberté, de sécurité et de justice »**

**Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.**

**Qualité : Membre titulaire**

---

Rédiger cet article ainsi :

*« Article 20 : Parquet européen*

*1. En vue de combattre les crimes graves ayant une dimension transfrontalière, ainsi que les activités illégales portant atteinte aux intérêts de l'Union, ~~le Conseil, statuant à l'unanimité, après avis conforme du Parlement européen, peut adopter une loi européenne créant un parquet européen est créé au sein d'Eurojust,~~ par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, après avis conforme du Parlement européen, au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Constitution. Le Parquet européen est compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices des crimes graves affectant plusieurs Etats membres, ainsi que des infractions aux intérêts financiers de l'Union, tels que déterminées par la loi prévue au paragraphe suivant. Il exerce devant les juridictions compétentes des Etats membres l'action publique relative à ces infractions. **Il supervise les activités d'enquête d'Europol et de l'Office de lutte anti-fraude.***

*2. La loi visée au paragraphe précédent, **adoptée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, après avis conforme du Parlement européen,** fixe le statut du parquet européen, les conditions d'exercice de ses fonctions, les règles de procédure applicables à ses activités ainsi que celles gouvernant l'admissibilité des preuves et les règles applicables au contrôle juridictionnel des actes de procédure pris par le parquet européen dans l'exercice de ses fonctions. »*

---

### **Explication éventuelle :**

La création d'un parquet européen est indispensable pour renforcer l'efficacité de la lutte contre la criminalité organisée. Les enquêtes concernant des réseaux transnationaux sont trop souvent réduites à néant, faute de centralisation des poursuites ou parce que les preuves recueillies dans un Etat membre ne sont pas recevables dans un autre. Ces difficultés seront accrues par l'élargissement.

Cette création permettrait d'accroître la visibilité et la crédibilité de l'Europe. Elle offre l'opportunité de montrer concrètement aux citoyens européens ce que peut apporter la construction européenne. A l'inverse, donner l'impression qu'un parquet européen a été créé, sans le faire, serait dangereux pour l'image de l'Union.

Un « saut qualitatif » est indispensable pour l'Europe de la justice. La Convention nous offre une occasion historique de le faire. Peut-on imaginer une Constitution sans de véritables institutions judiciaires ? Différer cette création serait la condamner sans appel, dans le contexte d'une Europe à vingt-cinq, voire au-delà.

Cet amendement propose de fixer un calendrier contraignant, avec une date butoir, pour la création d'un parquet européen, au lieu d'une simple clause d'habilitation qui ne permettrait cette création que dans un avenir très lointain.

Il prévoit également que cette création et la loi précisant le statut de ce parquet pourront être adoptées à la majorité qualifiée, et non à l'unanimité. Le vote à l'unanimité risquerait en effet de rendre impossible cette avancée.